

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº 60/2022****FR** | **10 novembre 2022** |

**Les organisations de la société civile
sont les premiers points de contact en temps de crise
et elles peuvent aider l’UE à rester unie**

**Lors de leur réunion annuelle, le Comité économique et social européen (CESE) et les conseils économiques et sociaux nationaux de l’Union européenne ont débattu de l’intégration des personnes fuyant la guerre en Ukraine, de l’autonomie stratégique ouverte de l’UE et du renforcement du rôle du CESE à la suite de la conférence sur l’avenir de l’Europe.**

La société civile organisée européenne peut et doit contribuer à apporter une réponse efficace aux problèmes géopolitiques auxquels l’Union est actuellement confrontée, comme l’intégration des personnes fuyant la guerre en Ukraine et la nécessité d’une autonomie stratégique.

Il s’agit là des principaux éléments à retenir de la réunion annuelle des présidents et secrétaires généraux du CESE et des conseils économiques et sociaux nationaux de l’UE, organisée par le Conseil économique et social roumain à Bucarest les 9 et 10 novembre 2022.

En référence au travail essentiel réalisé sur le terrain par les organisations de la société civile, la présidente du CESE, **Christa Schweng**, a déclaré: «La société civile est en mesure d’informer les décideurs politiques et les citoyens sur ce qui fonctionne bien, mais aussi sur les lacunes et les dangers existants. Elle constitue le premier point de contact en temps de crise et lorsque la guerre a éclaté, elle a mobilisé ses organisations à la vitesse de l’éclair pour venir en aide aux plus vulnérables.»

Dans le même ordre d’idées, le président du Conseil économique et social roumain, **Bogdan Simion**, a souligné que les organisations de la société civile roumaine étaient en première ligne de la récente crise des réfugiés et que l’UE ne devait jamais perdre de vue ses valeurs fondamentales telles que l’unité et la solidarité, en particulier lorsqu’elle est confrontée à des problèmes susceptibles de causer des dissensions.

Les participants ont souligné qu’il était urgent d’adopter des mesures visant à donner la priorité à la relance de l’Union et à atténuer les conséquences économiques et sociales de la guerre en Ukraine, de garantir la sécurité de l’approvisionnement énergétique à des coûts abordables et d’améliorer la sécurité alimentaire de l’UE.

L’invasion militaire de l’Ukraine par la Fédération de Russie a aggravé la crise énergétique en Europe et dans le monde, exacerbant ainsi la nécessité d’une autonomie stratégique ouverte de l’UE dans le domaine de l’énergie.

À cet effet, il faut renforcer la souveraineté de l’UE, réduire au minimum sa dépendance à l’égard des fournisseurs peu fiables ou des États qui ne partagent pas ses valeurs, et garantir la sécurité de l’approvisionnement à un coût «aussi abordable que possible» pour les consommateurs et les entreprises.

Si la disponibilité des denrées alimentaires n’est pas menacée à l’heure actuelle au sein de l’Union européenne, leur caractère abordable devient un problème, en raison de la flambée des prix des produits agricoles, en particulier pour les ménages à faibles revenus.

Il est donc important d’investir dans des systèmes alimentaires européens plus diversifiés, incluant l’agriculture biologique, les magasins agricoles et l’agriculture urbaine et soutenant l’approche de «production locale destinée aux besoins locaux», ainsi que dans des circuits courts et la gestion intelligente des stocks alimentaires.

Les organisations de la société civile européenne jouent un rôle de premier plan pour répondre aux besoins d’intégration des personnes fuyant la guerre en Ukraine et elles contribuent à apporter une aide concrète pour faire face aux conséquences humanitaires, sociales et économiques de la guerre que connaissent les réfugiés en Europe, en particulier dans les pays les plus touchés tels que la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et l’Allemagne.

Pour renforcer les liens avec les citoyens européens et associer la société civile au processus législatif de l’Union, une démocratie participative forte dans le processus décisionnel de l’UE demeure essentielle. Actives sur le terrain, les organisations de la société civile peuvent par conséquent signaler ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

Reconnaissant sa contribution significative, le rapport final de la conférence sur l’avenir de l’Europe mentionne explicitement l’importance de la société civile organisée dans l’architecture de la démocratie européenne et indique que «le CESE doit obtenir les moyens de jouer un rôle institutionnel plus important, celui de garant et de facilitateur des activités de démocratie participative».

Pour en savoir plus sur la réunion annuelle, veuillez consulter le [site internet du CESE](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/reunion-annuelle-des-presidents-et-secretaires-generaux-du-cese-et-des-ces-nationaux-de-lue-2022).

**Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec:**

# Service de presse du CESE — Marco Pezzani+32 (0)2 546 97 93 · Mobile +32 0-470 881 903

marco.pezzani@eesc.europa.eu

# **@EESC\_PRESS**

[VIDÉO: «Le CESE vu de l’intérieur»](https://www.eesc.europa.eu/fr/avdb/video/eesc-inside)

*\_\_****\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***

*Le Comité économique et social européen assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Il constitue un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Sa mission de consultation permet à ses membres, et donc aux organisations qu’ils représentent, de participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

*\_\_****\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***